

*L'emploi*

améliorer le lot de nos travailleurs, et que la province de Québec en tire un avantage énorme. De même, monsieur le président, il faut rappeler que nous vivons dans un monde en constante évolution, et que les progrès technologiques entraînent notamment des bouleversements qui nécessitent une complète remise en question des programmes de formation des travailleurs. C'est ce qu'ont fait l'an dernier des groupes de travail de la Commission de l'emploi et de l'immigration, de même que le groupe parlementaire au sein duquel il y avait des députés de l'opposition, le groupe Allmand, dont les travaux ont inspiré le ministre de l'Emploi et de l'Immigration dans la préparation de son nouveau programme de formation qu'il a offert aux provinces à la récente conférence de Vancouver.

Tout ce que je voudrais dire là-dessus, c'est que je souhaite que la province de Québec, qui a toujours reçu sa juste part, comme je l'ai démontré au cours des dernières minutes, continue de bénéficier de sa participation à l'entreprise canadienne, alors que la nouvelle décennie nous réserve certains des défis ainsi que des problèmes et des perspectives plus encourageantes que dans n'importe quel autre pays au monde. Cela relève directement du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Mais je vais me permettre encore pendant un certain temps, monsieur le président, de donner des exemples de projets concrets qui, depuis les 18 derniers mois, ont été établis par le gouvernement canadien, et dont le premier ministre (M. Trudeau) avait fait part, entre autres, lors du «dîner-bénéfices» du mois de décembre dernier. On a l'exemple de l'industrie de la construction navale concentrée entre autres dans la région de Sorel-Tracy, et celle des pâtes et papiers et des métaux premiers, (de transformation), dans la région de Schefferville, Port-Cartier et Sept-Îles, et maintenant le programme de Montmagny-L'Islet pour ceux qui n'ont pu s'adapter aux situations mondiales changeantes, et pour lequel le gouvernement fédéral a décidé de participer financièrement en vue de les aider.

On a vu que le gouvernement fédéral a créé un programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre doté d'un budget de 350 millions de dollars réparti sur cinq ans. D'ici 1985, nous consacrerons 476 millions de dollars à la réalisation du programme spatial canadien. Parmi les grands projets visés, on compte le bras-manipulateur destiné aux navettes spatiales américaines, et aussi la fabrication de satellites, d'antennes et de matériel pour les stations au sol. Cet équipement, monsieur le président, sera fabriqué en grande partie à Sainte-Anne-de-Bellevue dans la province de Québec, par la Compagnie Sport, et des 132 millions de dollars engagés, le Québec touchera quelque 50 millions de dollars, et 500 des 1,000 emplois créés dans ce secteur de pointe se trouveront dans la province de Québec. Le gouvernement engagera aussi plus de 32 millions de dollars d'ici 1983 pour la mise au point et l'exploitation du système Vidéothèque-Télidon.

Dans les régions de Montréal et de Québec on peut maintenant voir les pages du journal télémathique de *La Presse* lorsqu'on est abonné au câble. Il y a plusieurs autres programmes, monsieur le président. Par exemple un fonds spécial de 170 millions de dollars destiné à favoriser la mise au point et l'utilisation d'appareils micro-électroniques a permis l'établissement d'une importante usine de la Compagnie Mitel à Bromont, monsieur le président; six centres de micro-électronique seront établis au pays, dont un à l'université de Sherbrooke, encore dans la région des Cantons de l'Est, encore dans la province de Québec, monsieur le président. De plus, le gouvernement canadien fournira également une aide financière de 50 millions de dollars à la société Pratt & Whitney, à Longueuil, pour la mise au point des moteurs de Dash-8, et on évalue déjà à plus de 835 millions de dollars les retombées du chasseur F-18 pour le Québec.

Il ne faudrait pas oublier non plus la remise à flot de la société Canadair rachetée par le gouvernement fédéral, et dont l'avion Challenger connaît un succès sans précédent. Et qui a investi, monsieur le président, 90 millions de dollars chez Bombardier pour la fabrication de 50 wagons et de 21 locomotives LRC destinés à la société VIA Rail? Est-ce le gouvernement du Québec qui achète ses autobus aux États-Unis? Non, monsieur le président, c'est le gouvernement canadien. Et qui lui a donné un appui financier et politique pour décrocher un contrat de 150 millions de dollars pour 230 wagons destinés au métro de la ville de Mexico? C'est encore le gouvernement canadien, monsieur le président. Et qui a investi 150 millions dans l'usine Bombardier à Valcourt pour aider à la fabrication de 2,762 camions militaires, monsieur le président? Est-ce que c'est le gouvernement du Québec? Est-ce que c'est le gouvernement dont l'honorable député utilise la rhétorique pour nous accuser de ne rien faire dans la province de Québec? Non, monsieur le président, c'est le gouvernement canadien. Enfin, monsieur le président, qui a aidé Bombardier à obtenir de Volkswagen le transfert de la technologie du *design* et de la fabrication de sa *jeep* Iltis? Qui, sinon les ministres, les députés et les fonctionnaires du gouvernement fédéral que le député appelle le groupe silencieux du caucus du Québec. C'est un groupe qui, peut-être, peut sembler silencieux, monsieur le président, pour l'honorable député de Joliette, mais c'est un groupe qui sait livrer la marchandise, monsieur le président.

Nous avons aussi voté une somme de 135 millions de dollars pour la modernisation de l'industrie des pâtes et papiers du Québec, donc dans la région métropolitaine de Québec. Nous avons fait de même pour l'industrie de la construction navale qui recevra une somme additionnelle de 225 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour moderniser ses équipements servant à sa production. Donc là aussi, nous avons fait notre boulot. Ce sont les députés, c'est le caucus, c'est le Cabinet, ce sont des gens qui viennent de la province de Québec qui ont défendu les intérêts du Québec, pas seulement la rhétorique du gouvernement provincial actuel.